

ENTRETIEN ANDRÉ VALLINI, EX-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION OUTREAU, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PS « Le gouvernement est en train de tout gâcher »

Que pensez-vous des annonces contradictoires du gouvernement sur la réforme de la responsabilité des magistrats ?

Je répète ce que j'avais dit quand la commission d'enquête sur Outreau avait été reçue en juin par le garde des sceaux : le gouvernement serait bien inspiré de surseoir à sa réforme, bâclée.

Je l'ai redit en septembre, quand Pascal Clément a fait connaître ses projets de loi, qui étaient partiels et insuffisants. Deux mois après, devant le congrès de l'Union syndicale des magistrats (USM), il en retire la moitié, pour être désavoué dès le lendemain par le premier ministre.

La réforme de la justice mérite mieux que le spectacle lamentable de ces recules et de ces volte-face. Soit on prépare sérieusement une réforme, et on la porte jusqu'au bout. Soit on admet qu'elle a été mal préparée et on la retire tout entière. Seule une nouvelle majorité aura le temps et la sérénité nécessaires pour mener à bien la grande réforme dont la justice a besoin.

Il ne reste donc rien de l'affaire d'Outreau et du travail de la commission parlementaire ?

Il reste notre rapport et ses 80 propositions, mais aussi l'intérêt sans précédent que nous avons suscité dans l'opinion pour la justice. Le gouvernement est en train de tout gâcher. Je tiens des réunions

publiques sur la justice chaque semaine dans toute la France, et ce sont chaque fois plus de 200 personnes qui se déplacent pour en débattre : les gens sont intéressés, ils se sont approprié la procédure pénale et ils savent maintenant comment elle fonctionne et quels en sont les graves défauts.

Nos concitoyens attendent de savoir ce qui va se passer. Ils comprennent très bien qu'une réforme en profondeur n'est pas possible d'ici aux élections, car elle exige plusieurs lois, constitutionnelle (pour le Conseil supérieur de la magistrature), organique (pour la responsabilité des juges) et ordinaire (pour la procédure). Mais les valse-hésitations du gouvernement sont en train de convaincre chacun qu'« encore une fois, il ne se passera rien », comme je l'entends dire depuis quelques jours.

Face aux propositions de Nicolas Sarkozy, votre parti – et son (sa) candidat (e) ne devront-ils pas aller plus loin dans leurs propositions que ce qui figure dans le projet socialiste ?

Parlons d'abord du bilan de ce gouvernement. En matière de justice, hormis la construction de prisons, il est calamiteux : lois Perben 1 et 2 avec un recul sans précédent des droits de la défense, nominations partisans et reprise en main politique de la justice, enfin transformation de la chancellerie en annexe du ministère de l'inté-

rieur. Dans sa présentation actuelle, le projet du PS pour la justice en est à ses grandes lignes, mais, une fois le candidat désigné, nous déclinons nos propositions, qui sont nombreuses.

Il existe un consensus au PS pour réformer le CSM pour qu'il devienne un vrai conseil de la justice comme dans les autres pays. Par ailleurs, nous sommes d'accord pour renforcer la responsabilité des juges, et favorables à un code de déontologie.

Mais il faut travailler ces questions avec les magistrats eux-mêmes ! Ils sont prêts à une réforme, à condition, évidemment, qu'on ne mette pas en cause leurs décisions juridictionnelles, mais seulement leur façon de travailler et leur comportement à l'égard des justiciables.

Face à la démagogie de M. Sarkozy, nous devons faire de la pédagogie, pour expliquer, par exemple, que le problème de la justice des mineurs n'est pas le laxisme des juges, mais le fait que leurs décisions ne sont pas exécutées faute de moyens.

Nos principes sont clairs : une justice accessible et respectueuse de tous, attentive et protectrice de chacun. L'audition des acquittés d'Outreau est ancrée dans la mémoire collective. Cela nous aidera à réformer la justice avec les Français, et d'un mal nous ferons sortir un bien. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N. G.